



Restons uni-e-s contre la colonisation et l'apartheid Vive la résistance pour nos droits fondamentaux

Aujourd'hui, nous commémorons les 72 ans de la Nakba (catastrophe) palestinienne, qui marque l'expulsion de 800 000 palestiniens par les milices sionistes et l'Etat d'Israël. Les Palestiniens ont toujours été victimes d'un nettoyage ethnique systématique et institutionnalisé qui continue aujourd'hui. Entre 1947 et 1948, *l'état colonialiste a pris le contrôle de 774 villes et villages, en a détruit 561 et commis 70 tueries et massacres.*

La situation dramatique et injuste persistante du peuple palestinien a commencé avec la partition illégale de la Palestine en 1947 par l'adoption de la résolution Onusienne 181.

Aujourd'hui, le nombre des palestiniens dans le monde est 13.4 millions, dont 8,7 millions sont des réfugiés et de personnes déplacées, soit 66,7 % de l'ensemble des Palestiniens dans le monde.

Le terme réfugié désigne la population palestinienne qui a été expulsée et déplacée de la Palestine entre 1947 et 1948. Cette expulsion a été planifiée par le fameux Plan Dalet de l'Etat d'Israël naissant et mis en œuvre notamment par les groupes terroristes de l'Irgun et de Stern qui étaient dirigés à l'époque par Menahim Begin et Itshak Shamir. Il désigne également les personnes déplacées et les exilés de la guerre de 1967. Ce qui représente plus de 70% du peuple de Palestine qui n'a pas le droit au retour et qui constitue la question centrale du problème palestinien, aujourd'hui.

Depuis, Israël continue impunément sa politique de Transfert et de déplacement forcé de la population en Palestine occupée. Dans la vallée du Jourdain, par exemple, depuis 1967 la population palestinienne subie un nettoyage ethnique systématique et une confiscation de centaines de milliers de *dunûms** pour la construction des colonies de peuplement dont le nombre et la taille a considérablement augmenté depuis les accords d'Oslo (1993).

D'autres mesures d'expulsion et de transfert sont également pratiquées à l'encontre des Palestiniens de 1948. Depuis la Nakba, les gouvernements israéliens successifs ont instauré une politique d'apartheid. De même, et après 1948, l'Etat sioniste a mis en place une panoplie de lois militaires permettant la confiscation des biens des absents et des « présents absents » empêchant tout palestinien, réfugié ou déplacé, de réclamer son bien ou tenter de revenir dans son foyer d'origine. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens ne peuvent toujours pas faire valoir leur droit au retour dans leur foyer d'origine conformément aux résolutions des Nations Unies et le droit international.

Nous faisons face à un régime d'apartheid sur toute la terre historique de la Palestine, à un gouvernement et une société de colonisateurs d'extrême droite et un déni total de l'existence du peuple palestinien et de ses droits. La Knesset de l'Etat sioniste d'apartheid a voté la loi de

l'état juif en 2018 qui légalise, légitime et institutionnalise l'apartheid et ont qui exclu officiellement 1.6 millions des palestiniens. De la citoyenneté fictive israélienne.

Aujourd'hui, la commémoration de cet anniversaire coïncide avec le plan américain qui-est déjà entré en vigueur avec la déclaration de Trump qui officialise Jérusalem comme capitale de l'Etat sioniste, qui a été immédiatement suivie du transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. Il a été complété par la reconnaissance de l'annexion du plateau de Golan syrien occupé, l'arrêt de la contribution des Etats-Unis au budget de l'UNRWA.

En appuyant Trump et sa politique insensée, les régimes dictatoriaux arabes notamment des monarchies de Golf violent délibérément les droits fondamentaux des palestiniens qu'ils étaient censés soutenir. Cette « normalisation-officialisatio » des relations entre certains des régimes arabes et le régime d'apartheid sioniste, hypothèque encore plus l'avenir du peuple palestinien.

Les politiques en cours de la Nakba comprennent également la transition de l'annexion de facto à la légalisation de l'annexion par des mesures législatives israéliennes visant à perpétuer le régime de colonisation et d'apartheid qui touche le peuple palestinien partout dans le monde.

Sous le couvert de l'état d'urgence déclaré pour faire face à la pandémie du Virus Covid 19, des mesures restrictives ont été prises et des mesures de sécurité et d'annexion ont augmenté. Le nouvel accord de la coalition gouvernementale israélienne, va accélérer la mise en œuvre des plans d'annexion dans les territoires occupés en 1967. D'autre part, la pandémie Covid 19 a fragilisé les réfugiés et un écart de protection croissant, qui à son tour a ajouté à un nouveau niveau de persécution, de discrimination institutionnalisée et exacerbé la crise humanitaire dont ils souffrent déjà. Cet écart s'aggrave à la suite de la campagne israélo-américaine visant à mettre fin au financement de l'UNRWA.

Nous appelons notre peuple palestinien dans tous ses lieux d'existence à se lever, à s'unir et à s'intégrer dans la lutte en défendant ses droits, en défendant également son identité nationale et culturelle, à intégrer la résistance légitime à notre droit à l'autodétermination et le retour des réfugiés dans leurs foyers d'origine.

Nous luttons pour un État unique, démocratique et séculier, un état pour tous ses citoyens garantissant le retour de tou.t.es les réfugié.es dans leurs foyers d'origine, et recouvrir leurs droits d'indemnisation et de citoyenneté. Un Etat d'égalité citoyenne, de justice sociale, sans aucune discrimination sur la base de la religion, de la couleur de la peau, et du sexe. Un État qui inclut les Palestiniens et les résidents actuels à l'abri de l'idéologie sioniste criminelle.

Forum Palestine Citoyenneté

Paris, 15 mai 2020